
Découpler la croissance et les émissions

COP22. Le sommet est passé en fin de semaine dernière du langage généraliste évoqué lors des discussions globales à la formulation de thèmes concrets.

OLIVIER FERRARI*

Les nombreuses conférences ont continué de battre leur plein jusqu'à l'ultime moment de la clôture de la 22^e Conférence sur le climat à Marrakech. Jeudi après-midi, une session plénière a donné la parole à plus d'une vingtaine de parties prenantes tierces, c'est-à-dire des organisations intergouvernementales ou non gouvernementales se faisant porte-drapeaux des aspirations, doléances, engagements et résultats de la société civile mondiale. Un échantillon de voix, parfois hétérogènes, qui a profité de la tribune mise à disposition par la COP 22 pour suggérer des pistes de collaborations, souligner certaines actions prises aux niveaux local ou régional ou réitérer leur demande de soutien sur une problématique bien précise.

Du langage généraliste évoqué lors des discussions globales (financement, réduction des émissions, augmentation des capaci-

tés, transition énergétique...), nous sommes passés à l'énumération de thèmes on ne peut plus concrets. Forcément, les grands discours, les objectifs quantitatifs, les feuilles de route doivent à un



BEAUCOUP DE SOLUTIONS SONT DÉJÀ LÀ.
TECHNOLOGIQUEMENT FAISABLES
ET ADAPTABLES À DIFFÉRENTES ÉCHELLES
DANS LE RESTE DU MONDE.

moment se traduire par des actions. Sur le terrain, celles-ci vont du projet de permaculture ou de centrale électrique géothermique, à une nouvelle législation limitant l'utilisation des Hydrofluorcarbures (HFC) ou une coopérative de fermiers unissant ses forces pour être plus résilients face aux changements climatiques déjà avérés dans leur région. Vous l'aurez compris, le développement durable n'a de limites que l'imagination des êtres humains. Car il existe un

nombre incommensurable de solutions, qu'il s'agit désormais de faire connaître aux personnes concernées. C'est ce qui ressort d'une autre conférence, dédiée aux «solutions bas-carbone», qui

a réuni des représentants de l'Économie, des collectivités publiques et du monde académique. Les gouvernements municipaux n'ont pas toujours connaissance des solutions existantes qui pourraient contribuer à atteindre les objectifs déterminés aux échelles nationales. Le dialogue est crucial à cet égard, et le cadre mis à disposition par l'ONU est très utile pour renforcer l'implémentation des technologies développées par le secteur privé.

De son côté l'industrie a besoin de voir se concrétiser les engagements nationaux, comprenant des plans d'action précis et avec une vision à long terme. En effet, plus les objectifs gouvernementaux sont clairs et planifiés sur un temps long, plus vite le financement vers de nouveaux projets d'infrastructures pourra se mettre en place. Plus nous verrons d'États établir leur plan d'action, plus nous ressentirons leur volonté d'atteindre ces objectifs et plus les entreprises seront confiantes à engager les ressources nécessaires à la réalisation de ces buts.

Il est important pour les législateurs, urbanistes, décideurs politiques de bien comprendre l'étendue des solutions sur lesquelles ils peuvent compter. La progression vers une société bas-carbone pourra ainsi se faire intelligemment grâce aux innovations prêtes à être mise en œuvre.

Corolairement, les entreprises actives dans des technologies à im-

pact positif attendent des incitations législatives pour continuer à œuvrer dans le développement d'énergies propres. C'est d'ailleurs chose largement faite dans les pays nordiques. Au secrétaire général du Conseil des Ministres Nordiques de déclarer: «Beaucoup de solutions sont déjà là, technologiquement faisables et adaptables à différentes échelles dans le reste du monde. Nous l'avons prouvé avec l'éolien au Danemark, les biocarburants en Finlande, l'énergie géothermale en Islande, les voitures électriques en Norvège et les pompes à chaleurs en Suède. Nous sommes parvenus à démontrer qu'il est possible de découpler définitivement la croissance économique des émissions de gaz à effet de serre. Nous voulons donner le ton, agir comme un laboratoire vivant, et partager ce que nous avons appris.» L'appel est donc lancé.

* *Coninco à Vevey*